



Publié sur *L'actualité* (<http://www.lactualite.com>)

## Le combat des Bunongs

Par Par Simon Thibault  
(3 Juillet 2008)

Un vieil homme au visage buriné, vêtu d'une écharpe nouée autour des hanches, murmure une prière à l'orée d'une forêt en partie déboisée. « Tous ces arbres coupés, je crains que cela ne rende les esprits de la forêt furieux. Ils vont nous rendre malades, nous et nos enfants », dit-il en bunong, sa langue maternelle.

Comme des milliers de Bunongs, une des minorités autochtones qui peuplent cette région isolée de l'est du Cambodge, Khel Klou ne conçoit pas qu'on puisse couper les arbres d'une forêt que son peuple considère comme sacrée.

Pour le vieil homme, cet affront porte un nom : Wuzhishan. C'est celui d'une entreprise chinoise associée à la société cambodgienne Pheapimex, propriété de proches du premier ministre.

L'apparente collusion d'intérêts entre l'entourage de Hun Sen, au pouvoir depuis 23 ans, et des barons du monde des affaires inquiète d'ailleurs la communauté internationale. Au point que la Banque mondiale menace le premier ministre de lui retirer toute aide internationale s'il ne s'attaque pas à la corruption qui mine le pays.

En 2004, Wuzhishan a négocié avec le gouvernement du Cambodge l'attribution d'une concession de 200 000 hectares. C'est quatre fois la taille de l'île de Montréal et, surtout, 20 fois plus grand que ne le permet la loi sur la terre, adoptée en 2001, qui reconnaît la propriété collective des autochtones.

Sur 10 000 hectares d'abord, Wuzhishan a établi une plantation de pins, essence à croissance rapide destinée notamment à la fabrication de pâte à papier. Les Bunongs l'ont aussitôt accusée de rogner sur leurs terres au-delà de la concession.

Mais au Cambodge, le sort des Bunongs et des 16 autres groupes autochtones ne pèse pas lourd. Ces minorités regroupent à peine 200 000 personnes, soit 1,5 % des 14 millions de Cambodgiens, en grande majorité des Khmers. Le gouvernement se préoccupe davantage de brasser des affaires que de gérer des revendications autochtones. À peine sorti d'une guerre civile qui a ravagé le pays des années 1970 jusqu'en 1991, le Cambodge se développe rapidement. Depuis 2000, son PIB a plus que doublé, pour atteindre 8,3 milliards en 2007. Et les occasions d'investissement sont nombreuses sur ce territoire grand comme deux fois et demie le Nouveau-Brunswick. En particulier dans les régions isolées, où se trouvent des ressources naturelles et des terres inexploitées.

Au village de Pu Tru Leu, en plein cœur de la concession de Wuzhishan, des Bunongs désherbent leur champ à l'aide d'une houe artisanale. Près des huttes aux toits en paille, sans eau courante ni électricité, des femmes préparent le repas avec leur enfant sur le dos, enveloppé dans une écharpe de coton. Un peu partout, des poules et des porcs fouillent le sol en quête de nourriture.

Aux confins de ce village d'une centaine d'habitants, les pins de Wuzhishan couvrent la plupart des collines environnantes. Certains travailleurs d'ONG soupçonnent Wuzhishan de s'intéresser moins à la plantation qu'au potentiel que recèle le sous-sol de la concession. Celui-ci est en effet riche en bauxite, principal minerai d'aluminium. En octobre 2006, le géant minier anglo-australien BHP Billiton et la société japonaise Mitsubishi ont signé avec le gouvernement cambodgien un contrat d'exploration minière dans cette région. Les deux multinationales étudient la possibilité d'y installer une raffinerie d'aluminium.

« Nous bâtissons cette clôture afin d'empêcher Wuzhishan d'empiéter encore plus sur notre terre », dit Grom Sarath, 32 ans, qui, avec d'autres villageois, plante des pieux en bois dans un champ.

Dès l'attribution de la concession, les Bunongs ont entrepris des manifestations. Ils ont érigé des barrages routiers et ont régulièrement protesté devant les bureaux de l'entreprise à Sen Monorom, capitale de la province du Mondolkiri.

Pour calmer le jeu, le gouvernement a demandé à Wuzhishan, en juin 2005, de cesser ses activités autour des villages. Mais de nombreux chefs bunongs jurent que Wuzhishan continue d'empiéter sur leurs terres, en violation de son contrat. Ils déplorent aussi l'inaction du gouvernement, qui laisse faire. Désillusionnés, les Bunongs tentent de défendre leurs lopins de terre du mieux qu'ils peuvent.

De son bureau, à Sen Monorom, le vice-gouverneur de la province, Keo Horn, minimise les répercussions de la concession sur les autochtones : « Tout ceci est nouveau pour eux. Mais ils s'adapteront et tout ira bien. »

Le vice-gouverneur préfère parler de la modernisation rapide de sa province. Lorsqu'on le questionne sur Wuzhishan, le ton devient défensif. « L'entreprise respecte les règles établies par le gouvernement. Elle n'empiète pas sur les terres des gens », assure-t-il.

La réalité sur le terrain suggère le contraire. À une quinzaine de kilomètres de Sen Monorom, le chef du village de Dak Dam tient à montrer la profanation du cimetière de sa communauté. Au sommet d'une colline dont l'herbe jaune est balayée par le vent, de petites constructions en bois coiffées de tôle font office de monuments funéraires. Un peu partout, des jarres en terre cuite utilisées pour honorer les morts jonchent le sol, certaines en morceaux.

« Les travailleurs de l'entreprise chinoise les ont détruites. Ils ont voulu prétendre qu'il n'y avait pas de cimetière ici », dit Van Nghat, 55 ans, d'un ton solennel qui cache mal sa rage.

Pour le chef du village, Wuzhishan a intérêt à faire disparaître ces sites religieux qui gênent la plantation. Une opinion que partage Virak Om, président du Centre cambodgien pour les droits de la personne. « Il n'y a pas de limites claires à la concession. L'entreprise absorbe de plus en plus de villages, dit cet homme de petite taille au visage rond. Ce genre de situation survient dans tout le pays. »

Aux bureaux de Wuzhishan, à Sen Monorom, impossible d'obtenir la version d'un responsable. « Je ne peux pas vous parler, revenez le mois prochain », répond sèchement un employé en montant l'escalier aux barreaux de bois sculpté pour se rendre au deuxième étage.

Depuis qu'elle a obtenu la concession, en 2004, la société chinoise s'est montrée discrète. On sait cependant que ses dirigeants, le Chinois Liu Wei et les Cambodgiens Lao Meng Khin et Sy Kong Triv, entretiennent des liens privilégiés avec le premier ministre, Hun Sen. Les deux Cambodgiens ont récemment été nommés sénateurs du Parti du peuple cambodgien (PCC), au pouvoir. Lao Meng Khin est également propriétaire, avec sa femme (proche de l'épouse du premier ministre), de Pheapimex. Cette dernière est l'une des sociétés les plus puissantes du Cambodge, selon l'ONG britannique Global Witness, qui enquête sur les liens entre les élites des pays du Sud, la corruption et l'exploitation des ressources naturelles. Pheapimex, qui contrôle plus de 7 % des terres du pays, est soupçonnée de commerce illégal du bois.

Global Witness affirme que les concessions attribuées par le gouvernement cachent des activités criminelles visant à piller les ressources du Cambodge. Pour Simon Taylor, directeur de l'organisme, ces activités profitent à une élite « mafieuse » et « cleptomane » qui n'est pas préoccupée par le bien-être du peuple. Les autorités ont rejeté ces allégations.

En 2007, le Cambodge se classe au 162e rang (sur 180) de l'indice de perception de la corruption de l'ONG Transparency International — le 1er rang correspondant au pays le moins corrompu. En août dernier, le président de la Banque mondiale a d'ailleurs sommé le premier ministre Hun Sen de s'attaquer à la corruption, sous peine de perdre les quelque 690 millions de dollars américains annuels d'aide internationale.

Pour Ny Chandy, 27 ans, rien de tout cela n'est surprenant. « Le système sert les intérêts des riches et des puissants », tonne cet employé de LAC, une ONG cambodgienne qui fournit de l'aide juridique aux défavorisés.

En mars 2007, le rapporteur spécial des Nations unies pour les peuples autochtones, Rodolfo Stavenhagen, a dénoncé le sort réservé aux autochtones du Cambodge, malgré la loi censée les protéger. Il a attribué cette situation à la « corruption rampante » dans le pays.

« La loi comporte des dispositions très fortes pour la protection des droits autochtones, mais elle n'est pas appliquée », explique Henry Hwang, conseiller juridique au Centre communautaire d'éducation légale (CLEC), une ONG qui promeut l'État de droit au Cambodge.

Les Bunongs ne sont pas les seuls à lutter pour le respect de leurs droits fonciers. Partout au Cambodge, des paysans voient leurs terres saisies. Même à Phnom Penh, la capitale, des milliers de familles des quartiers pauvres ont été évincées, malgré leurs titres de propriété. Tout cela au profit d'hommes d'affaires, de politiciens ou de militaires désireux de construire de luxueux complexes immobiliers. « Les autorités confisquent les terres des pauvres pour les vendre à des spéculateurs. Nous avons une démocratie de façade ! » dénonce Sam Rainsy, leader de l'opposition au Cambodge.

Pendant le discours qu'il prononce au village de Tram Kok, à une centaine de kilomètres au sud de la capitale, quelque 150 partisans brandissent avec enthousiasme de petits drapeaux cambodgiens aux bandes bleu et rouge. Ils espèrent que Rainsy remportera les élections générales du 27 juillet 2008. Le chef de l'opposition promet en effet des changements radicaux. Il s'engage notamment à abolir les contrats des sociétés étrangères qui sont « injustes envers le peuple cambodgien ». Dont celui de Wuzhishan, précise-t-il.

La vie politique cambodgienne est cependant un sport extrême. En 1997, Sam Rainsy a échappé de peu à une attaque à la grenade, qui a tué 16 de ses sympathisants. De nombreux observateurs ont soupçonné les partisans du premier ministre Hun Sen. Dix ans plus tard, l'attentat n'a toujours pas été élucidé.

À des lieues des tumultes politiques de la capitale, le chef de la communauté bunong de Dak Dam, Van Nghat, contemple les collines herbeuses où son peuple faisait librement paître le bétail dans le passé. La plupart des terres environnantes sont désormais la propriété de Wuzhishan. Et l'espace sera de plus en plus restreint avec l'arrivée de nouvelles entreprises et d'un nombre croissant de travailleurs migrants. « Quoi qu'il advienne, nous continuerons à lutter, dit le chef bunong. Que cela prenne 20 ou 30 ans pour que nous obtenions gain de cause, nous n'arrêterons pas. »

**URL source:** [http://www.lactualite.com/20080703\\_144527\\_3896](http://www.lactualite.com/20080703_144527_3896)